

<http://alliancegeostrategique.org/2010/05/21/la-reine-mere-et-l%e2%80%99afrique/ - more-5405>

La reine mère et l'Afrique

Written by Sonia Le Gouriellec on mai 21, 2010 – 12:00 -

Une puissance étrangère n'a pas encore été traitée dans notre thématique mensuelle et pourtant c'est une ancienne puissance coloniale majeure en Afrique : le Royaume-Uni. Le regain d'intérêt du Royaume-Uni pour l'Afrique date de l'arrivée au pouvoir de Tony Blair qui écrivait en 2006 dans un article de presse: « le monde doit nous juger sur l'Afrique »¹.

Ce renouveau d'intérêt s'est notamment traduit par la création d'un ministère autonome, le Department for International Development (DFID) qui remplace l'Overseas Development Administration (ODA). Et le rôle de ce ministère fut particulièrement salué lors de la crise en Sierra-Leone, pour le rôle de coordinateur qu'il a su jouer au sein d'un organisme interministériel.

Politiquement la concurrence avec la France est réelle, notamment concernant la question de la prééminence sur le pôle de règlement des crises de la CEDEAO, malgré une approche commune et partagée. Les zones britanniques sont naturellement les zones issues de la colonisation. Cependant, comme les autres puissances, elle cherche à se diversifier.

Économiquement, les compagnies britanniques sont présentes dans les anciennes colonies où leurs intérêts sont restés importants. Les ONG agissant pour le continent dans le domaine de l'humanitaire sont nombreuses (Global Witness, Oxfam, International Alert ...). Les Églises anglicanes, baptistes et protestantes ont un poids politique non négligeable. Le Commonwealth permet à la Grande-Bretagne de conserver un leadership sur son « héritage colonial ». Ainsi sur 54 États membres 19 sont africains.

La prépondérance de l'influence britannique n'est pas remise en cause en Sierra Leone où la Grande-Bretagne a fortement participé à la reconstruction de l'État après 2000, notamment sur le plan sécuritaire (avec la formation de 8000 policiers). Cet effort s'inscrit dans le temps avec la signature, en 2002, d'un Long Term Partnership Agreement. Par ailleurs la Grande-Bretagne souhaite s'appuyer sur le Nigeria, son ex-colonie pour étendre son leadership sur la région (CEDEAO en particulier). Les réserves pétrolières y sont exploitées par l'anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell et le britannique British Petroleum. Mais le Nigeria est également devenu une zone d'importance majeure pour les États-Unis et l'influence britannique tend à décliner à leur profit.

Le Kenya, ancienne colonie britannique, est une zone dans laquelle les britanniques ont une capacité à imposer leur vision. Il y demeure beaucoup de colons d'origine britannique, et le pays vit essentiellement du tourisme qui a cependant souffert des attentats terroristes de 1998 à Nairobi et 2002 à Dar es Salam. Dans le domaine militaire, une British Peace Support Team permanente a été installée pour soutenir l'école de maintien de la paix (Peace Support Training Center, PSTC). De plus, le Kenya sert à l'entraînement des troupes britanniques.

¹ Lire notamment Alex Vines et Tom Cargill, « « Le Monde doit nous juger sur l'Afrique ». L'héritage africain de Tony Blair », in Politique Africaine, n°101, avril 2006, p.132-147

La Tanzanie est aussi une ancienne colonie britannique et fait partie du Commonwealth. Elle est la première bénéficiaire de l'aide au développement britannique en Afrique.

Nous ne pouvons pas passer tous les pays en revue mais nous pourrions nous pencher également sur les cas du Ghana, ou du Soudan, ancienne colonie britannique, où la Grande-Bretagne, a soutenu activement le processus de paix inter-soudanais par l'intermédiaire de la Troïka américano-britannico-norvégienne et a assuré en grande partie le financement du projet de référendum d'autodétermination du Sud-Soudan, du Liberia où l'ONG Oxfam est très active, de l'Ouganda dans les premiers bénéficiaires de l'aide au développement, de l'Afrique du Sud où la Grande Bretagne entre en concurrence avec les États-Unis, la France et l'Allemagne et la Chine. Enfin, le Botswana, la Namibie, le Mozambique et la Zambie sont des pays dans lesquels la Grande-Bretagne est présente depuis longue date. Le cas du Zimbabwe est singulier. Cette ancienne colonie est en rupture de ban avec Londres pour avoir dépossédé de leurs terres les fermiers blancs lors d'une réforme agraire. Il a quitté le Commonwealth en 2003. Le Malawi reçoit à lui seul plus d'aide au développement que l'Afrique australe : 52 millions de livres en 2002-2003 contre 39,7 millions pour toute l'Afrique australe durant la même période.

Au niveau de la coopération, les britanniques s'appuient officiellement sur les principes de respect des Droits de l'homme et d'une bonne gouvernance dans la ligne des idées développées par le parti travailliste. Sous l'égide du DFID toute la politique africaine de la Grande-Bretagne a été revisitée. Mais le réalisme politique prime toujours. Ainsi les relations avec le Nigeria n'ont jamais été remises en questions malgré les massacres de populations au Nord et au Sud. De même avec l'Ouganda pour les questions de gouvernance ou avec le Kenya pour la corruption.

La coopération militaire semble, par certains côtés, assez similaire à celle mise en place par la France avec : des attachés militaires britanniques et des cadres britanniques formateurs dans les pays anglophones. L'un des points d'application de cette formation concerne la formation au maintien de la paix mais ces programmes (BPST, les BMATT, l'IMATT, le Defence Public Service Agreement (PSA)) sont très réduits comparés aux programmes français ou américains. La coopération concerne aussi l'accueil de stagiaires au Royaume-Uni, la participation à des opérations de l'ONU (MONUC et UNMO en RDC, UNAMSIL en Sierra Leone, UNMIL et UNMO au Liberia, enfin UNMEE en Éthiopie). Par ailleurs la Grande-Bretagne utilise les zones désertiques du nord Kenya pour entraîner ses troupes au combat en zone aride (comme la France à Djibouti).

Nous l'avons vu, l'histoire de la colonisation anglaise et des relations difficiles avec la France a encore aujourd'hui des prolongements dans le partage des zones d'influence.

Sonia Le Gouriellec, [Good Morning Afrika](#)